



« Quand l'indécence dépasse les bornes »

Les responsables iraniens ont organisé des cérémonies pour commémorer le quarantième jour du décès de milliers de personnes lors des confrontations du mois dernier, et le bouchier suprême de la République islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, a qualifié les victimes de "martyrs".

Ces événements semblent avoir été organisés dans le but de contrôler le récit concernant la répression des manifestations anti-gouvernementales. Et cela d'autant plus que ce quarantième jour a été utilisé dans le passé par les opposant.es comme une occasion de mobilisation.

Il est significatif que ces cérémonies officielles aient été organisée en même temps que des rassemblements non officiels lors desquels des participant.es en deuil ont scandé des slogans contre le régime, et ont subi des interventions sécuritaires.

Les cérémonies de deuil organisées par l'État se sont tenues les 17 et 18 février à Téhéran et à Machhad, pour commémorer le quarantième jour du décès des personnes tuées lors des manifestations les plus intenses en janvier.

La télévision d'État a diffusé ces cérémonies en direct et a annoncé dans son bandeau d'informations que l'événement avait été organisé en l'honneur des "victimes du terrorisme du pseudo-coup d'État américano-sioniste".

Le président Masoud Pezeshkian a assisté à la cérémonie de Machhad. Mohammad Reza Aref, le premier vice-président, et plusieurs autres membres du gouvernement ont participé à celle de Téhéran.

Parallèlement aux cérémonies officielles, des vidéos vérifiées par des agences de presse montrent des rassemblements non officiels dans plusieurs villes pendant lesquels, selon des rapports, des participant.es en deuil ont scandé des slogans anti-gouvernementaux.

À Abadan, une ville de la province d'Illam qui a été le théâtre de vastes manifestations le mois dernier, une foule a été aperçue portant des fleurs et des images commémoratives d'un adolescent tué à Téhéran en janvier, et scandant le slogan "Mort à Khamenei".

À Machhad et au cimetière Behesht-e Zahra de Téhéran, des participant.es en deuil ont également lancé des slogans de protestation de manière similaire. Des rapports font

également état d'actes de répression en réponse à ces nouvelles expressions publiques de contestation.

Le 17 février, des médias d'opposition basés à l'étranger ont rapporté que les forces de sécurité ont fait irruption dans le village de Chenar dans la banlieue d'Asadabad (province d'Hamedan), mobilisant des dizaines de véhicules blindés pour arrêter des centaines d'habitant.es.

À Abdanan, certain.es activistes ont affirmé que “les forces gouvernementales ont attaqué les participant.es en deuil avec des véhicules blindés et des agents armés” et “ont ouvert le feu sur la population”, ce qui, selon les rapports, a entraîné des mort.es et des blessé.es. Les médias d'État ont démenti ces informations.